

CAMPAGNE BOYCOTT EUROPEENNES

Le 15 mai 2024

Supplément à PARDEM Info N°10



Edito

Le 9 mai, c'est autour d'une table ronde diffusée en ligne, en direct, animée par le journaliste Akina, que Fadi Kassem pour le PRCF, Pierre pour la JRCF, Jacques Nikonoff pour DPC, Michèle Dessenne pour le Pardem et Danielle Goussot pour RPS Fiers, se sont retrouvés pour exposer leurs arguments en faveur d'un boycott citoyen de « l'élection » européenne. (<https://www.youtube.com/watch?v=Wv6jcp0b8YE>).

Une « élection » mascarade puisque le parlement européen est sans pouvoir, pieds et poings liés par le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). La Commission européenne (non élue) propose et dispose. Elle assure à la fois l'exécutif et le législatif, loin, bien loin de ce que requiert un fonctionnement démocratique.

C'est déjà ce qu'ont compris des centaines de milliers d'ouvriers, d'employés, d'agriculteurs, de petits artisans, commerçants et aux entrepreneurs ubérisés et sous-traités qui refuseront de se rendre aux urnes le 9 juin. Car ils ne reconnaissent pas les diktats de l'Union Européenne : la République c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, la souveraineté nationale appartient au peuple.



Qu'est-ce que le "saut fédéral" européen ?

Savez-vous que l'Union européenne aspire ardemment à devenir une fédération ?

Elle nomme cela, tout comme Macron, le « saut fédéral européen » ! Déjà le Parlement européen a donné son accord, tout comme l'Assemblée nationale, fin 2023. Cela n'a fait que très peu de bruit. Et pourtant...Vous ne savez pas ce que c'est ? Ou si peu ? Vous ne connaissez pas les conséquences que cela engendrera sur votre, notre vie ? Vous vous apprêtez à voter le 9 juin ? Ou peut-être pas ?

Quoiqu'il en soit le seul véritable enjeu de ces « élections » sera le taux de participation des électeurs des 27 pays membres. Si la participation est haute, nul doute que la « fédéralisation » aboutira très vite, mettant la France sous tutelle définitive : militaire, fiscale, notamment. Et vous n'aurez plus rien à dire, ni même à voter. La France sera réduite à une « province » européenne.

Vous avez des doutes ? Alors cette vidéo est pour vous.

[Regarder la vidéo](#)



**Rassemblement du NON à la Constitution
européenne
Samedi 1er juin 2024
à 15h, place de la Bastille**

**à 19h Réunion publique à l'AGECA,
177, rue de Charonne 75011**

[Lire le tract d'appel](#)

Adhérez

Faites un don

Editeur : Parti de la démondialisation (PARDEM)



*